

**Avenant n° 16 du 23 octobre 2024**

à l'avenant n° 15 du 3 septembre 2008  
relatif à la mise en place d'un régime de remboursement complémentaire  
de frais de soins de santé

NOR : ASET2550145M

IDCC : 1286

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**CCCF,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFDT services ;**

**CFE-CGC Agro,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Au cours de l'année 2024, les partenaires sociaux de la branche se sont réunis pour examiner les comptes de résultats du régime. Au regard de l'analyse des comptes de résultats réalisés au niveau de la branche, les parties signataires ont décidé d'augmenter la tarification du régime de base afin d'assurer la pérennité du régime.

Les parties signataires du présent avenant décident de modifier l'avenant n° 15 de la convention collective de la façon suivante :

**Article 1<sup>er</sup> | Modification de l'article 5 « Cotisation »**

« Les cotisations sont établies sur la base de la législation de l'assurance maladie et de la réglementation sociale et fiscale en vigueur au moment de la conclusion du présent avenant. Les cotisations seront revues sans délai en cas de changement de ces textes.

Les parties signataires pourront également convenir d'une révision des garanties en tout ou partie à cette occasion.

La cotisation du régime "remboursement complémentaire de frais de soins de santé" est mensuelle et forfaitaire.

La cotisation mensuelle sera appelée conformément au tableau ci-après :

	Régime de base salariés
Régime général	1,48 % du PMSS <sup>[1]</sup>
Régime Alsace-Moselle	0,85 % du PMSS <sup>[1]</sup>
[1] PMSS : plafond mensuel de la sécurité sociale.	

Le taux de cotisation sera indexé au minimum sur le dernier indice connu de l'évolution des dépenses de santé, communiqué par les caisses nationales d'assurance maladie sauf si les résultats du régime compensent l'évolution de cet indice.

La contribution de l'employeur sera au minimum de 50 % de la cotisation.

Les cotisations sont payables trimestriellement à terme échu.

Les cotisations sont dues pour la totalité du mois au cours duquel les garanties sont accordées. L'organisme assureur en application de l'article L. 932-9 du code de la sécurité sociale, procédera, le cas échéant, au recouvrement des cotisations dues par l'entreprise en cas de non-paiement dans les délais. »

## Article 2 | *Date d'effet*

Le présent avenant prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

## Article 3 | *Dépôt et extension*

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de cinquante salariés dès lors que le présent avenant vise à modifier le régime collectif obligatoire de prévoyance dont doivent bénéficier les salariés relevant de la convention collective et ce quels que soient la taille de leur entreprise et l'organisme assureur de cette dernière.

Le présent avenant fera l'objet des formalités de notification, publicité et dépôt, ainsi que de demande d'extension, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

*Fait à Paris, le 23 octobre 2024.*

(Suivent les signatures.)